

Activités présidentielles

Nasser Bourita chez Ali Bongo Ondimba

J. O.
Libreville/Gabon

LE ministre marocain des Affaires étrangères, Nasser Bourita, a été reçu hier par le chef de l'Etat au Palais de la présidence de la République. Au menu de cette audience, l'état de la coopération entre le royaume chérifien et le Gabon. Les deux

personnalités ont notamment fait le point sur l'évolution des projets en cours dans notre pays, touchant les secteurs prioritaires tels que l'agriculture, la santé, l'habitat et la formation professionnelle. Le chef de l'Etat a également évoqué avec son hôte les prochaines échéances continentales ainsi que les questions internationales du moment. Au cours de son séjour, le membre du gouvernement devra s'entretenir avec d'autres responsables gabonais.



Une phase de l'audience accordée à l'émissaire marocain.

Dans la perspective des Législatives à venir

Les Nynois appelés à soutenir l'action du chef de l'Etat



Une vue des parlementaires et autres cadres de la Nyanga.



Les membres du gouvernement originaires de la Nyanga avec, au centre, le ministre d'Etat Josué Mbadinga.

J-C.A.
Libreville/Gabon

UNE rencontre présidée par les membres du gouvernement originaires de la province de la Nyanga, notamment le ministre d'Etat Josué Mbadinga (Habitat), et les ministres délégués Anicet Mboumbou Miyakou (Travaux publics) et Sylvie Léocadie Nzaou (Affaires étrangères) a dernièrement eu lieu à la Chambre de commerce de

Libreville. Y étaient conviés : les parlementaires, les cadres et les tous les autres ressortissants de la province résidant ou de passage dans la capitale gabonaise. L'objet, comme l'a du reste souligné le principal intervenant, le ministre de l'Habitat Josué Mbadinga, était le suivant: "appeler les populations de cette contrée à soutenir l'action du président Ali Bongo Ondimba dans ses efforts de développement de leur province". Pour le ministre d'Etat, ce soutien devra se traduire en actes dans le cadre des pro-

chaines Législatives. Il souligne que la politique prônée par Ali Bongo Ondimba a un lien avec la Nyanga au regard des actions qu'il y pose depuis son accession à la Magistrature suprême. Aussi les ressortissants de cette partie du pays doivent l'encourager à poursuivre dans cette lancée à travers leur mobilisation en sa faveur. Un soutien qui, dira-t-il, devra se faire en âme et conscience, car il est fondé sur des résultats que tout Nynois peut observer sur le terrain. Surtout en ce qui concerne les voies de communication.

D'où, dans la perspective des prochaines Législatives, il a demandé aux populations d'opérer le choix qui permettra au chef de l'Etat de continuer le travail qu'il y entreprend depuis des années. Les querelles de leadership dans cette partie du pays, le ministre d'Etat Mbadinga, qui prône plutôt le rassemblement de tous, a tenté d'y mettre un holà en déclarant: "il n'y a pas de leader politique dans la Nyanga". Car cette province, selon lui, n'est pas un bateau ivre à la recherche d'un capitaine. Aussi a-t-il invité les Nynois

à s'éloigner de ces discours qui détournent de l'essentiel et à garder comme objectif le développement de la province. Pour lui, en effet, "le seul leadership qui vaille est celui qu'incarne Ali Bongo Ondimba et les populations doivent le lui reconnaître". Pour sa part, le ministre délégué Anicet Mboumbou, a relevé que le réseau routier de la province s'améliore de plus en plus. Il revient d'une tournée et a été émerveillé par le nouvel état des routes. Le soutien massif des populations de la Nyanga au chef de l'Etat est

donc nécessaire, afin qu'il continue de travailler davantage en faveur de la province. Les populations doivent donc rester unies et orientées vers ce soutien. Mme Sylvie Léocadie Nzaou a, quant à elle, demandé aux ressortissants de taire les divergences qui ont souvent fait du tort à la province. Elle demeure convaincue que "seule l'entente autour du chef de l'Etat et de sa politique pourra permettre que les attentes des populations soient satisfaites". La rencontre s'est terminée par le jeu des questions-réponses.

Sécurité pénitentiaire/Commandement en chef

Olivier Moulengui Mfondo recadre les matons

R.H.A.
Libreville/Gabon

CENT jours après sa nomination à la tête de la sécurité pénitentiaire, le commandant en chef de la sécurité pénitentiaire, le général de brigade Olivier Moulengui Mfondo, a rencontré son personnel, hier matin, à la cours d'honneur de cette institution. Après la revue des troupes, il a, comme ses prédécesseurs, condamné l'ensemble des maux qui minent cette corporation ces dernières années. Au nombre des maux décriés figure en premier, le phénomène d'indiscipline qui, selon lui, a atteint des proportions inquiétantes. Ce qui, a-t-il dit, pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur les nouvelles promo-



Les matons ont été rappelés à l'ordre et à la discipline par leur chef.

tions et davantage sur l'image de ce corps. À cela s'ajoute l'absence de cohésion entre agents. "Il n'y a qu'à regarder lors des moments de recueils à la disparition d'un frère d'arme, personne n'y prend part", a ajouté l'orateur. Non sans dénoncer l'insubordination des agents vis-à-vis de leurs supérieurs

hiérarchiques. Tout comme les absences injustifiées au travail. "Je voudrais donc rappeler ici que ces maux qui minent au quotidien le fonctionnement de notre corps doivent, dès à présent, s'arrêter pour laisser place au travail et rien que le travail", a recommandé, d'un ton ferme, le commandant en chef.



Le commandant en chef de la sécurité pénitentiaire entouré de ses commandants en second.

Il faut rénover ce corps qui par l'attitude de ses composants altère la qualité de ses services. Pour cela il compte mettre en place une batterie de réformes à plusieurs niveaux. Le "com-chef" a insisté sur la redynamisation de ses troupes qui passera par la refonte de quelques textes de cette corporation. Ce, afin de

permettre à chaque agent de jouir pleinement de ses droits. Puis, suivra le renforcement des capacités des personnels par une formation inclusive en vue de s'arrimer aux nouvelles techniques de management de la sécurité pénitentiaire. À ce propos, un vaste programme de stage sera très vite lancé.

Les réformes de cette institution passeront aussi par l'intégration des valeurs des droits de l'Homme dans ce système pénitentiaire, par l'implication des partenaires militant pour la défense des droits des personnes détenues, la mise aux normes d'une politique de formation pour les personnels qui sera effective dans les tout prochains jours ; ainsi que la reprise en main des effectifs par une stratégie que l'homme est en train de mettre en place afin de sanctionner les indisciplinés et encourager les efforts des travailleurs... La deuxième étape de cette rencontre a été marquée par une remise de certificats d'habilitation à la fonction d'assistante de direction, à dix agents en service à la sécurité pénitentiaire.